



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
18 juillet 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 15 de l'ordre du jour

**Instituts de recherche et de formation  
des Nations Unies**

**Projet de résolution présenté par le Vice-Président du Conseil,  
Miloš Koterec (Slovaquie), à l'issue de consultations sur le projet  
de résolution E/2011/L.19**

### **Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* sa résolution 2009/27 du 30 juillet 2009,

*Rappelant également* les résolutions 57/268 du 20 décembre 2002, 58/223 du 23 décembre 2003, 59/252 du 22 décembre 2004, 60/213 du 22 décembre 2005, 62/210 du 19 décembre 2007 et 64/260 (sect. I) du 29 mars 2010 de l'Assemblée générale,

*Constatant* les progrès accomplis par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche en ce qui concerne l'adoption de la gestion axée sur les résultats et de normes de qualité et le recours plus fréquent à des ressources technologiques,

*Constatant également* les gains d'efficacité réalisés par l'Institut grâce à l'augmentation du nombre de cours offerts en ligne et à l'accent mis sur les effets multiplicateurs en vue de faciliter le transfert des connaissances moyennant le développement des capacités de formation des organisations nationales et régionales,

*Constatant en outre* le rôle moteur joué par l'Institut dans le traitement des priorités thématiques en matière de formation, telles que la cohérence à l'échelle de l'ensemble du système et les activités opérationnelles de développement des Nations Unies, et du fait de sa collaboration active avec les différentes institutions, notamment en ce qui concerne les changements climatiques, le maintien de la paix, les migrations internationales et les questions liées au développement,



*Encouragé* par l'élargissement du public touché grâce à la multiplication des activités de formation et de partage des savoirs, et par le renforcement de la présence de l'Institut dans les pays en développement,

*Encouragé également* par la hausse des contributions volontaires qui sont versées à l'Institut à des fins spécifiques et par l'adoption d'un nouveau modèle d'activité qui lui permet de générer des recettes pour diversifier ses sources de financement,

*Préoccupé* cependant par le faible niveau des contributions volontaires sans affectation particulière qui sont versées à l'Institut et par les effets négatifs de cette situation sur les efforts déployés pour poursuivre les réformes stratégiques et satisfaire les besoins des pays en développement en matière de formation et de renforcement des capacités,

*Se félicitant* de la création du Fonds de dotation destiné à assurer que les services de formation payants demeureront accessibles aux pays en développement,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général<sup>1</sup>;
2. *Se félicite* du Plan stratégique de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour 2010-2012;
3. *Demande* à l'Institut de poursuivre ses mesures novatrices dans le domaine de la mise en valeur des capacités;
4. *Encourage* l'Institut à continuer d'améliorer son efficacité et la qualité de ses services afin de consolider son important rôle de formation;
5. *Demande* à l'Institut de continuer de renforcer les capacités des centres d'apprentissage dans les pays en développement en recourant à des méthodes novatrices et de contribuer à l'amélioration de la coordination des activités des instituts de recherche et de formation des Nations Unies;
6. *Invite* les États Membres à trouver des moyens concrets de surmonter les difficultés recensées aux paragraphes 61 et 62 du rapport du Secrétaire général, notamment différentes façons d'accroître les contributions volontaires sans affectation particulière, et à consolider l'Institut pour qu'il contribue plus efficacement aux activités des Nations Unies en matière de coopération pour le développement;
7. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa session de fond de 2013 de l'application de la présente résolution.

---

<sup>1</sup> E/2011/115.